



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-cinquième session

Montego Bay (Jamaïque), 5-8 mars 2018

**Priorités de l'Initiative régionale et du Programme stratégique dans les
sous-régions Caraïbes, Méso-Amérique et Amérique du Sud**

Résumé

Le développement économique des pays d'Amérique du Sud a été important; pourtant, cette sous-région concentre 53 pour cent de la population sous-alimentée de la région et a enregistré en 2017 la plus forte hausse du nombre de personnes souffrant de la faim. Aujourd'hui, l'incidence de la pauvreté et de l'indigence est toujours plus grande dans les zones rurales que dans les villes. L'augmentation de plus en plus rapide de l'excès pondéral et de l'obésité est un autre défi important à relever. Dans le domaine de l'environnement, étant donné l'importance des ressources naturelles pour l'économie de la sous-région, il faut accorder une attention prioritaire aux problèmes de déforestation, de dégradation des terres, de rareté des ressources en eau et de surexploitation de la vie marine.

Dans les Caraïbes, l'excès pondéral et l'obésité font partie des problèmes sociaux les plus importants. Les pays des Caraïbes, à l'exception d'Haïti, sont classés dans les pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure ou à revenus élevés, mais il faut noter que des poches de pauvreté persistent dans le secteur rural. Les Petits États insulaires en développement (PEID en français/SIDS en anglais) pourraient être les pays les plus touchés par le changement climatique, qui a de graves conséquences sur l'économie et le développement social et continuera d'en avoir à l'avenir.

Dans presque tous les pays de la Méso-Amérique, la faim a diminué depuis le début des années 1990. C'est également le cas des niveaux de pauvreté urbaine et rurale qui ont diminué en valeur absolue, bien que moins vite ces dernières années. Cette sous-région est extrêmement vulnérable face aux catastrophes naturelles; celles-ci représentent un problème qui, dans le secteur agricole s'ajoute à celui de la dégradation des ressources naturelles, ce qui pose un important défi aux pays de la sous-région.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



LARC35

I. Amérique du Sud

1. Le développement économique des pays d'Amérique du Sud a été important. La majorité d'entre eux ont été classés dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé. Cette sous-région concentre 53 pour cent de la population sous-alimentée d'Amérique latine et des Caraïbes (22 millions de personnes) et a enregistré en 2017 la plus forte augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, une tendance observée dans trois pays, bien que 87 pour cent de cette augmentation soit due à la République bolivarienne du Venezuela. La croissance de plus en plus rapide, jusqu'à présent incontrôlée, de l'excès pondéral et de l'obésité représente également un défi. Afin de résoudre ce problème, il faut tirer parti de l'expérience acquise en matière de lutte contre la faim, notamment dans le cadre de l'appareil institutionnel consacré à la sécurité alimentaire, du programme en faveur des droits et des capacités déployées pour élaborer un nouvel ensemble de politiques. Malgré la diminution de la pauvreté en valeur absolue aux niveaux urbain et rural depuis les années 1990, l'incidence de la pauvreté et de l'indigence est toujours plus grande dans les zones rurales que dans les zones urbaines dans tous les pays d'Amérique du Sud. Cette situation, ajoutée au fait que la pauvreté recule moins vite ces dernières années, rend le problème encore plus complexe. En outre, l'importance des ressources naturelles pour l'économie de la sous-région devrait nous sensibiliser davantage aux graves problèmes que sont la déforestation, la dégradation des terres, la rareté des ressources en eau et la surexploitation des poissons et de la vie marine. Dans certains secteurs de l'économie agroalimentaire sud-américaine, comme l'élevage, il faudra relever le défi complexe qui consiste à atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Dans ce domaine, a constaté que les gouvernements et les producteurs déploient de plus en plus d'efforts innovants pour régler cette importante question.

A. Éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes

2. L'excès pondéral et l'obésité dont les taux de plus en plus forts au sein de la population infantile et adulte de la sous-région, s'ajoutent au problème de la faim. Il faut donc renforcer les synergies entre les politiques visant à éliminer la faim et celles qui sont consacrées à la malnutrition, notamment les liens entre les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et du développement social.

3. Si l'on veut éliminer la faim et la dénutrition et commencer à inverser la croissance explosive de l'obésité et de l'excès pondéral, il faut transformer les systèmes alimentaires. L'Amérique du Sud a le potentiel de nourrir convenablement ses habitants, à condition qu'elle propose une offre alimentaire plus variée et plus saine. Pour cela, il faut mettre en œuvre des politiques solides, qui permettent de contrecarrer les effets néfastes des systèmes alimentaires actuels sur la santé de la population. Il convient de porter une attention particulière aux populations pauvres en renforçant leur capacité d'accéder à une alimentation saine et suffisante.

4. Les exploitations familiales et rurales produisent une part considérable des aliments frais comme les fruits et les légumes, ce qui donne à la sous-région la possibilité d'associer l'objectif de renforcement de la petite agriculture à celui d'amélioration de la santé publique au moyen d'une alimentation saine.

5. Enfin, pour obtenir à nouveau de bons résultats en matière de réduction de la faim, il sera essentiel de recenser les territoires et les groupes de population à forte prévalence d'insécurité alimentaire et d'intervenir par l'intermédiaire des institutions et au moyen d'instruments innovants et mieux ciblés qui améliorent l'efficacité et l'efficacités des investissements consacrés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

B. Vers un programme de transformation pour un développement rural durable

6. Afin d'atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) sur l'élimination de la faim, un défi s'impose: il faut innover en matière de politiques d'inclusion productive et financière à grande échelle, en particulier celles qui visent le monde rural, où se concentre la pauvreté extrême. Il sera nécessaire d'établir un lien plus explicite entre l'objectif d'élimination de la pauvreté et celui qui consiste à mettre fin à l'exclusion de certaines parties de la société comme les populations autochtones et d'origine africaine et les femmes rurales, ainsi que les territoires marqués par un retard de développement permanent. Pour relier l'élimination de la pauvreté rurale à la réduction des inégalités et à la promotion de la mobilité sociale, il faudra mettre en œuvre des stratégies multisectorielles, mettre en place une collaboration entre secteur public et secteur privé et renforcer les liens entre les milieux ruraux et urbains. La FAO peut collaborer avec les gouvernements de la région en vue du renforcement de la coordination politique, technique et opérationnelle entre les politiques sociales et celles relatives à la production et à l'emploi, en mettant l'accent en particulier sur les populations autochtones, les femmes rurales et les jeunes, ainsi que sur les territoires ruraux en retard de développement.

C. Une agriculture durable et résiliente face au climat

7. Le taux de déforestation en Amérique du Sud a diminué de manière significative entre 1990 et 2015, mais il reste élevé et localisé principalement dans les pays de l'Amazonie. La dégradation des terres est une autre source de stress environnemental qui a des répercussions sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire; on estime qu'en Amérique du Sud, 14 pour cent des sols accusent un certain degré de dégradation. Les Andes ont de sérieux problèmes d'érosion. D'ici à 2050, 50 pour cent des terres agricoles pourraient être en proie à la désertification. La rareté des ressources en eau s'intensifie en raison du réchauffement planétaire (fonte des glaciers, élévation du niveau de la mer, évaporation accrue), de la pollution des cours d'eau et de l'exploitation croissante des aquifères. Seulement 30 pour cent des eaux usées sont traitées. En mer, on constate que les problèmes dus à la surexploitation des poissons et de la vie marine et à la pollution génèrent des déséquilibres biologiques.

8. L'Amérique du Sud dispose d'un énorme patrimoine en matière de biodiversité. Cette biodiversité rend des services environnementaux indispensables au développement et à la vie humaine, et permettrait également de créer de nouvelles activités économiques qui ont un énorme potentiel dans le cadre de la bioéconomie. Jusqu'à présent, la croissance économique et agroalimentaire n'a pas été suffisamment compatible avec la conservation de la biodiversité. Les principes de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la création de nouveaux fonds d'investissement pour le développement durable et l'inclusion de critères de durabilité environnementale dans les politiques et stratégies de développement social et économique ouvrent des possibilités sans précédent pour ce qui est d'intégrer la dimension environnementale dans les efforts déployés pour éliminer la pauvreté rurale, réduire les inégalités et revitaliser les territoires ruraux. La FAO peut contribuer à rendre les politiques agroalimentaires et de développement rural plus durables d'un point de vue environnemental et à renforcer leur rapport vertueux avec la conservation du patrimoine exceptionnel de l'Amérique du Sud en matière de biodiversité.

9. Afin d'assurer un développement agricole qui soit équitable sur le plan social et sur le plan environnemental, il faut changer radicalement la façon dont sont utilisées l'énergie, l'eau et les autres ressources naturelles dans les domaines de la consommation et de la production des aliments. À cette fin, des travaux seront réalisés avec les pays d'Amérique du Sud sur le renforcement du cadre juridique et politique et des mécanismes de gouvernance des ressources naturelles et de la biodiversité. La Coopération Sud-Sud sera renforcée, afin de mobiliser les capacités institutionnelles et de tirer parti des expériences en cours dans la région, au bénéfice des pays qui y participent. La FAO continuera d'apporter son appui au renforcement de la gestion des systèmes productifs, en mettant l'accent sur la réduction de leur empreinte carbone et hydrique, principalement dans les systèmes d'agriculture et

d'élevage. Enfin, la FAO poursuivra sa coopération avec les pays de la sous-région, afin de promouvoir l'adaptation de la petite agriculture au changement climatique.

II. Caraïbes

10. L'excès pondéral et l'obésité comptent parmi les principaux problèmes sociaux dans les Caraïbes. En Haïti, la faim et la pauvreté restent extrêmement élevées et il faudra faire preuve de solidarité régionale pour résoudre ce problème. Les pays des Caraïbes, à l'exception d'Haïti, sont classés dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à revenu élevés, mais il faut noter que des poches de pauvreté persistent dans le secteur rural. Les Petits États insulaires en développement (PEID en français/SIDS en anglais) pourraient être les pays les plus touchés par le changement climatique, avec des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, comme ceux qui ont eu lieu lors de la dernière saison des ouragans; cette situation a de fortes répercussions sur l'économie et le développement social des pays de la sous-région. La gestion des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience des populations rurales et des systèmes alimentaires face au climat sont des défis importants pour les États Membres des Caraïbes.

A. Éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes

11. La faim touche 47 pour cent de la population en Haïti. On a constaté une baisse ces dix dernières années, mais elle est encore très lente et Haïti figure toujours parmi les pays qui affichent les niveaux de sous-alimentation les plus hauts du monde. Pour faire face à cette situation, il faut que toute la région s'engage à appuyer l'élaboration de politiques et de programmes de développement de la production et de protection sociale, afin que la faim diminue plus rapidement en Haïti. Il faudra nécessairement adopter une stratégie de développement à moyen et long terme, qui renforce les institutions démocratiques haïtiennes, pour parvenir à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans le pays.

12. Les niveaux d'excès pondéral et d'obésité de la population des Caraïbes sont nettement supérieurs aux moyennes mondiales. La forte dépendance à l'égard des importations alimentaires rend nécessaire l'élaboration de politiques commerciales qui prennent mieux en compte la nutrition. La promotion de meilleures habitudes alimentaires au moyen de l'éducation alimentaire, de la mise en place de réglementations sur les aliments mauvais pour la santé et de programmes d'alimentation scolaire doit être intégrée au programme politique sous-régional.

13. La malnutrition dans la sous-région prend également la forme de carences en micronutriments, vitamines et minéraux, que l'on trouve dans les aliments essentiels à la santé et notamment au bon développement physique et intellectuel des enfants. Les carences en fer sont le désordre nutritionnel le plus commun et le plus répandu dans la sous-région: leur prévalence est supérieure à 40 pour cent dans presque tous les pays. À ce problème s'ajoute notamment celui des carences en zinc et en vitamine A, qui atteignent des taux à deux chiffres dans les pays des Caraïbes. Il faut donc renforcer les programmes visant à augmenter la consommation d'aliments riches en nutriments de ce type, surtout chez les femmes enceintes et les enfants, en complément d'autres initiatives en matière de santé.

B. Vers un programme de transformation pour un développement rural durable

14. À l'exception d'Haïti, tous les États des Caraïbes sont classés dans les pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure ou à revenus élevés. Pourtant, ce classement ne rend pas compte des inégalités au niveau territorial, ni des poches de pauvreté à haut degré de vulnérabilité environnementale, dont on peut mieux se rendre compte en observant ce qui caractérise les économies agricoles de ces pays. Dans la majorité des pays, ce sont de petites économies, y compris en valeur relative, dont les systèmes de production alimentaire et l'intégration aux marchés sont peu compétitifs

aussi bien au niveau mondial que régional et sous-régional, ce qui limite leur contribution à la réduction de la pauvreté rurale.

15. Face à cette situation, les PEID des Caraïbes doivent élaborer une stratégie de développement agroalimentaire et rural différente et adaptée, dont les principaux éléments seraient les suivants: renforcer la résilience face au changement climatique, renforcer les systèmes alimentaires en vue de réduire l'obésité et l'excès pondéral et de fournir une alimentation saine pour toute la population, appuyer les chaînes de valeur ayant un vrai potentiel de compétitivité régionale et mondiale et encourager le commerce intrarégional d'aliments, avec l'aide des pays des Caraïbes qui disposent de meilleures capacités de production agroalimentaire.

16. La FAO et les pays de la région doivent continuer de considérer Haïti comme un pays prioritaire. Il faut adopter une approche qui donne aux programmes et projets de développement plus de force et de stabilité à moyen terme, contrairement aux interventions d'urgence. Le renforcement institutionnel et la mise en place de capacités nationales sont hautement prioritaires, et il faut que les pays de la région soient solidaires et que le gouvernement haïtien s'engage.

C. Une agriculture durable et résiliente face au climat

17. Les Caraïbes sont fortement touchées par les ouragans et l'élévation du niveau moyen de la mer, qui provoquent intrusions salines et inondations. La Communauté des Caraïbes met en œuvre le cadre régional en faveur du développement résilient face au changement climatique et son plan de mise en œuvre 2011-2021. L'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (sigle en anglais: CDEMA), compte tenu de l'étroite relation entre la gestion des catastrophes et le développement durable, a coordonné la préparation, l'adoption et le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie régionale sur la gestion des risques de catastrophe et de son cadre programmatique 2014-2024. Dans le document sur les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, les pays sont convenus de promouvoir un recours accru à des pratiques durables en ce qui concerne l'agriculture, les récoltes, le bétail, les forêts, les pêches et l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en veillant à une gestion durable des ressources en eau nécessaires. Ainsi, les priorités dans les Caraïbes portent sur la gestion des risques de catastrophes, le renforcement des capacités nationales en matière d'intervention en situation d'urgence et la promotion d'une agriculture résiliente.

18. La FAO poursuivra sa coopération avec la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et le Comité du commerce et du développement économique de la Communauté des Caraïbes, afin de renforcer les politiques associées à la gouvernance responsable des ressources naturelles et au développement durable de la petite agriculture. En outre, elle coopérera à la promotion de la gestion durable des sols, à la préparation de programmes d'assurance agricole pour les petits agriculteurs¹ et à la promotion des banques foncières en vue de l'utilisation durable et productive des terres, facilitera également l'adoption de mesures sur la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation aux effets du changement climatique et renforcera les capacités de contrôle de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Une stratégie régionale d'investissements en faveur de la résilience agricole sera mise au point avec l'aide de la Banque caribéenne de développement.

III. MÉSO-AMÉRIQUE

19. Dans presque tous les pays de Mésio-Amérique, la faim recule depuis le début des années 1990. On constate également que l'appareil institutionnel en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été renforcé. Les évolutions sont également positives en ce qui concerne les niveaux de

¹ Dans ce document, le terme «agriculteur» fait référence aux producteurs agricoles, éleveurs, forestiers, pêcheurs et aquaculteurs.

pauvreté urbaine et rurale qui, diminuent en valeur absolue depuis le début des années 1990, quoique moins rapidement ces dernières années. Le phénomène est plus marqué dans les zones rurales que dans les zones urbaines dans tous les pays de la Mésio-Amérique. Ces sous-régions sont vulnérables face aux catastrophes naturelles, en raison de leur situation géographique, de la variabilité du climat et d'une forte exposition aux risques extrêmes, des problèmes qui dans le secteur agricole s'ajoutent à la dégradation des ressources naturelles et constituent un défi important pour le développement des pays, principalement ceux du Couloir sec d'Amérique centrale.

A. Éliminer la faim et la malnutrition sous toutes ses formes

20. La tendance à la baisse de la prévalence de la faim dans la sous-région, que l'on constate depuis le début des années 1990, a ralenti depuis 2010-2012, ce qui met en péril les progrès enregistrés et exerce des problèmes sur les institutions, les politiques et les programmes consacrés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Par ailleurs, la prévalence de la dénutrition chronique est encore très élevée dans certains pays de la sous-région.

21. L'excès pondéral et l'obésité ont progressé dans la sous-région, ce qui suggère qu'il existe une relation entre ces phénomènes et la faim et la malnutrition, car dans plusieurs pays la faim n'a pas diminué substantiellement et la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité a augmenté. Pourtant, dans le cas du Mexique, on constate que les indicateurs de la sous-alimentation ont baissé en valeur absolue, alors que l'excès pondéral touche plus de 5 pour cent des enfants de moins de cinq ans et que l'obésité chez la population adulte dépasse les 20 pour cent pour les hommes et les 30 pour cent pour les femmes.

22. Ainsi, pour atteindre l'ODD 2 sur la Faim Zéro, il faudra plus d'innovation et d'efficacité dans la gestion des instruments de politique déployés actuellement pour éliminer la faim, l'excès pondéral et l'obésité. Il faut s'appuyer sur l'architecture institutionnelle qui existe déjà, renforcer les capacités institutionnelles et humaines et augmenter durablement les ressources financières et l'investissement public destinés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour légitimer une augmentation des dépenses du point de vue politique et social et assurer des résultats, il faudra également mettre en place des outils spécifiques qui permettront de mieux rendre des comptes et de réaliser un suivi des résultats qui facilite la prise de décision et permette d'allouer les ressources plus efficacement.

23. En outre, il est nécessaire de créer des mécanismes permettant d'analyser plus précisément les facteurs qui font que l'insécurité alimentaire persiste chez certains groupes de populations et dans certains territoires. Concrètement, il faut améliorer la collecte et l'analyse des données sur les femmes, les jeunes, les enfants et les populations autochtones et renforcer les systèmes statistiques pour le suivi des indicateurs de l'ODD 2.

24. Le renforcement de la Coopération Sud-Sud et des partenariats stratégiques avec les organismes d'intégration régionale, notamment le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), permettront aux gouvernements d'être mieux armés pour relever ces défis. Il faut donc continuer de travailler au niveau sous-régional avec les parlementaires, le secteur privé, la sphère universitaire, les organisations de la société civile et les représentants des communautés autochtones et des jeunes, notamment.

B. Vers un programme de transformation pour un développement rural durable

25. Malgré les progrès réalisés en matière de diminution de la pauvreté urbaine et rurale en valeur absolue depuis les années 1990, l'incidence de la pauvreté et de l'indigence est toujours plus grande dans les zones rurales que dans les zones urbaines dans tous les pays de Mésio-Amérique; et avec une baisse de la pauvreté en perte de vitesse ces dernières années, la situation n'est que plus complexe et pèse sur les stratégies de développement économique et les politiques sociales au niveau territorial.

26. La réalisation de l'ODD 1 demandera de faire preuve d'innovation en matière de stratégies et de politiques consacrées à la réduction de la pauvreté et de l'indigence rurales en Méso-Amérique. À cet égard, il faut encourager les coalitions d'acteurs engagés dans le développement rural, augmenter les investissements et, plus particulièrement, améliorer la qualité des investissements et des dépenses publiques et renforcer les synergies entre les secteurs (en particulier entre les politiques sociales, relatives à l'emploi, aux infrastructures et à de la production). Il est nécessaire d'articuler l'élimination de la pauvreté avec la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, afin de retrouver l'efficacité des années antérieures en matière d'inclusion sociale et de faciliter et encourager la mobilité sociale des populations rurales. La lutte contre la violence et le renforcement de l'état de droit dans les sociétés rurales est désormais au centre du développement rural. Tout ceci permettrait de donner un nouveau souffle aux stratégies de développement, avec le double objectif d'éliminer la pauvreté rurale et de revitaliser les territoires ruraux, afin que ceux-ci contribuent davantage à la croissance économique et au développement national.

27. Pour ce faire, il faut adopter une approche qui cible mieux la population. Le monde rural est non seulement confronté à des phénomènes sociaux, économiques et environnementaux de plus en plus importants ces dernières années, comme les risques agroclimatiques, l'insécurité et les migrations, mais également à des problématiques structurelles qui n'ont pas été résolues. La FAO peut œuvrer avec les gouvernements de la région à établir différentes stratégies d'élimination de la pauvreté rurale et de revitalisation de l'économie territoriale, en vue de meilleurs résultats dans chacun de ces domaines. Les stratégies de développement territorial doivent avoir pour objectif d'atténuer les facteurs des migrations et de favoriser les effets positifs de ces dernières en renforçant les relations entre les différentes communautés ayant quitté leur lieu d'origine et la réinsertion économique et sociale des migrants qui retournent chez eux.

28. Afin que les gouvernements puissent mieux relever ces défis, il faut renforcer la Coopération Sud-Sud, le travail coordonné des différentes instances du SICA et des autres acteurs régionaux, ainsi que les partenariats stratégiques avec les membres de la communauté du développement et l'assistance technique internationale.

C. Une agriculture durable et résiliente face au climat

29. La Méso-Amérique est une région vulnérable face aux catastrophes naturelles. Le changement climatique modifie le cycle des sécheresses et des précipitations, qui devient aléatoire et extrême, surtout dans le Couloir sec d'Amérique centrale. Les systèmes de production des petits agriculteurs sont fortement exposés. Dans ce contexte, l'un des principaux défis que doivent relever les pays d'Amérique centrale est l'adaptation des agriculteurs et des pêcheurs au changement climatique et la réduction de leur vulnérabilité.

30. La FAO, dans un effort conjoint avec le Conseil agricole d'Amérique centrale (CAC), le Comité régional des ressources en eau et les conseils des ministres des finances d'Amérique centrale, du Panama et de la République dominicaine (COSEFIN), appuie le SICA, en vue de l'adoption de l'indice de stress agricole (sigle en anglais: ASIS). Dans le cadre de la gestion des catastrophes et du redressement, qui s'inscrit dans la Politique de gestion intégrée des risques de catastrophes pour l'Amérique centrale, la mise en œuvre du Programme de formation des formateurs du Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC) sera appuyée. En outre, une coopération avec le SICA en vue de la mise en œuvre du Programme de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments sera établie. Ces mesures seront accompagnées d'une analyse des besoins en matière d'investissements dans le Couloir sec de l'Amérique centrale et en République dominicaine, en vue de l'amélioration de la résilience des moyens d'existence et de l'atténuation des effets du climat sur le secteur de l'agriculture.